

**INTERVENTION D'IBRAHIM BOUBACAR KEÏTA
PRESIDENT DU RASSEMBLEMENT POUR LE MALI (RPM)
NIAMEY – 18 MARS 2013**

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale du Niger,

Mesdames et Messieurs les Vice Présidents de l'Internationale Socialiste, Président du PNDS-Tarayya

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères du Niger,

Monsieur le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste,

Monsieur le Président du Comité Afrique,

Chers Amis, Chers Camarades,

C'est un immense honneur, pour moi de me retrouver aujourd'hui devant vous, au Niger, pays frère, dans le cadre du comité Afrique de l'Internationale Socialiste.

Je voudrais commencer mon propos en félicitant notre camarade, Emmanuel Golou, pour son élection à la Présidence du Comité Afrique.

Cher Frère, sois assuré de mon accompagnement et de tout mon soutien dans la réussite de ton exaltante mission.

Cette rencontre est exceptionnellement consacrée à la situation au Mali, qui préoccupe toute la région, toute l'Afrique, voire même le monde entier. A ce titre, je remercie le camarade Mohamed Bazoum, Ministre des affaires étrangères du Niger et Président du parti PNDS Tarayya, pour l'initiative qu'il a prise d'organiser cette rencontre.

Cette initiative témoigne de l'attachement constant du Niger à l'intégrité territoriale du Mali. A nos côtés dès le début, le Niger n'a jamais varié dans sa juste analyse de notre situation. A ce titre, je voudrai saluer et remercier mon frère, le Président Mahamadou Issoufou.

Cela dit, je ne serais peut-être pas là aujourd'hui, devant vous, sans l'intervention d'une amie du Mali, d'une amie de l'Afrique : la France. Grâce à l'intervention courageuse, décidée par le Président François Hollande, l'avancée des islamistes a été stoppée à partir du 11 Janvier 2013. Cette opération a été salutaire pour le Mali, dans un moment où c'est l'existence même de notre Nation, de notre Etat laïc, qui était menacée.

Pour sauver le Mali, la France a payé le prix du sang. Je voudrais ainsi joindre ma voix aux hommages rendus ici aux soldats français et africains, morts sur le champ d'honneur. Ils sont morts pour notre liberté, ils sont morts pour la paix au Sahel. Nous ne l'oublierons jamais !

A ce titre, en mon nom, au nom du Rassemblement pour le Mali, et au nom du Peuple du Mali épris de liberté, je tiens à remercier la France, le Tchad, les pays de la CEDEAO, et tous ceux qui apportent leur soutien à l'opération militaire en cours.

Chers Amis, Chers Camarades,

Mon propos va s'articuler en deux temps. Dans une première partie, je reviendrai sur les causes profondes qui ont amené cette situation de crise que nous vivons au Mali. Car afin de pouvoir repartir de l'avant, les maliens doivent pouvoir faire cette indispensable introspection, afin que cela n'arrive plus jamais.

Dans une seconde partie, j'essaierai de me porter vers l'avenir, en traçant les voies de sortie de crise.

I/ Les raisons profondes de la crise malienne

Pendant des mois, à partir de janvier 2012, le Mali a subi les assauts violents et cruels de groupes armés rebelles, islamistes, narcotrafiquants et terroristes, qui ont entrepris de détruire la Nation malienne. En quelques semaines, ils ont conquis les deux tiers de notre territoire national, chose qui a été accélérée par le coup d'Etat militaire du 22 Mars 2012.

Dès le lendemain de cette rupture institutionnelle, nous avons été les premiers à condamner ce coup d'Etat, en conformité avec nos valeurs républicaines, sur lesquels nous ne transigerons jamais. Car je le répète, l'armée doit être le bras de l'Etat, jamais sa tête !

Dès lors, nous avons condamné avec vigueur tous les actes extrajudiciaires perpétrés par la junte, et ce quels qu'en soient les victimes.

Cers Camarades, Chers Amis,

Les raisons de la crise maliennes se trouvent avant tout dans **l'affaissement de l'Etat malien**. Cela a été longuement développé par notre camarade Bazoum ce matin.

La mutinerie du 21 mars 2012, qui s'est transformée en coup d'Etat, et la perte des 2/3 du territoire malien au profit des assaillants a démontré une chose. Elle a démontré l'absence d'Etat au Mali.

L'Etat ne doit pas être un vain mot. L'Etat ce n'est pas que des institutions un drapeau, un hymne.

L'Etat c'est avant tout le sens de la responsabilité, au service de l'ensemble des citoyens. L'Etat c'est l'exemplarité, qui doit venir d'en haut. L'Etat c'est l'autorité. Dans des pays aussi fragiles que nos jeunes Nations, l'Etat se doit d'être fort. Car quand l'Etat est faible, ce sont les pauvres qui souffrent. Quand l'Etat est faible, c'est la corruption qui s'installe. Quand l'Etat est faible, c'est la souveraineté nationale qui est bafouée.

Un Etat stratège et régulateur, qui met en place les conditions de développement économique et social au profit de tous, c'est tout le sens de notre engagement, c'est tout le sens de nos convictions, c'est même la raison d'être de l'Internationale Socialiste.

Malheureusement, tout ceci a manqué au Mali depuis au moins une décennie. Ce que nous vivons aujourd'hui est donc avant tout lié à une crise de l'Etat, qui s'est caractérisée par :

- L'incrustation d'une corruption systémique dans tous les secteurs d'activités (Justice, Education, Santé, foncier, armée...);
- Le délitement des valeurs morales avec le triomphe de la *logique du Tout, tout de suite* ;
- La paralysie du système éducatif qui a entraîné la perte de repères pour un pan entier de notre jeunesse ;

Une autre cause est à trouver dans **le déficit démocratique**.

Cher Camarades, Chers Amis,

Durant plus d'une décennie, le Mali a vécu sur l'illusion d'être une «*démocratie exemplaire*» en Afrique alors que son système politique était fortement gangrené par de nombreuses déficiences. Malgré les discours lénifiants sur cette «*démocratie exemplaire*», le Mali détenait la palme d'or de la corruption électorale en Afrique. 2002 et 2007 sont autant de dates funestes dans l'histoire dite démocratique de notre pays.

En effet, un pouvoir élu sur des bases frauduleuses met tout en œuvre pour se maintenir, à travers le clientélisme.

Ce qui en a découlé, c'est **le consensus à la malienne**, une autre cause de nos problèmes.

A partir de 2002, l'environnement politique fut dominé par la politique dite du consensus, consistant à intégrer au sein du gouvernement tous les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale. Ainsi, dans une sorte d'autosatisfaction béate, le Mali se flattait d'être une démocratie où il n'existait pas d'opposition!

En fait, la politique dite de consensus a été une formule subtile de domestication de la classe politique qui, en participant au gouvernement, avait, ainsi accès aux ressources de l'Etat, mais se trouvait, de ce fait, contrainte d'abandonner toute velléité de contestation du chef de l'Etat.

Ce consensus artificiel fragilisa le système politique sous deux angles : d'une part, elle empêcha tout débat véritable sur les enjeux fondamentaux concernant le devenir du pays; d'autre part, elle se traduit par l'impossibilité de prendre les décisions pouvant mettre en danger le fragile équilibre politique sur lequel s'appuyait le chef de l'Etat.

Ainsi, en l'absence totale de vision politique et d'éthique, les hommes publics circulèrent-ils allégrement d'un parti à un autre pour satisfaire les intérêts du Prince, qui selon les circonstances, affaiblissait ou confortait telle ou telle formation politique. Ainsi, au cours de la période 2002-2007, le Mali continua-t-il à souffrir des mêmes difficultés structurelles qui entravent son processus de développement économique et social depuis son accession à la souveraineté internationale!

C'est la raison pour laquelle, dès 2005, le RPM s'est désolidarisé de l'action gouvernementale. Il y est revenu pour les derniers mois dans l'espoir vite envolé de contribuer à l'organisation d'élections enfin dignes et crédibles.

Enfin, comme l'a rappelé le camarade Bazoum, **les erreurs dans la gestion des rebellions passées on semé les germes de la crise actuelle.**

En avril 1992, suite à la rébellion du début des années 1990, le gouvernement a signé avec les mouvements rebelles le Pacte National. C'était le fruit d'un dialogue intercommunautaire inclusif, qui a aboutit aux modalités d'un nouveau vivre ensemble, dans la paix. Hélas, beaucoup des engagements contenus dans le Pacte National n'ont pas été tenus, c'est vrai. Car là aussi, la volonté politique a fait défaut. La vigilance n'a pas été non plus à l'œuvre par rapport au contenu.

La rébellion de 2006 et les Accords d'Alger

Suite à une mutinerie en mai 2006, dans les casernes de Menaka puis de Kidal, le gouvernement a décidé de signer en juillet 2006, en Algérie, les accords dits d'Alger. Ces accords prévoyaient notamment la démilitarisation des régions Nord du Mali, au profit de groupements de sécurité mixtes incluant des rebelles. Le retrait de l'armée malienne a été effectif.

A l'époque, le RPM, seul, avait combattu ces accords. Malheureusement, nous avons eu raison. Car la nature ayant horreur du vide, les positions libérées par l'armée malienne ont été reconquises par les terroristes d'AQMI et les narcotrafiquants, bien heureux de trouver au Nord Mali un immense territoire, sur lequel ils pouvaient se livrer en toute impunité à des trafics en tous genres, notamment la drogue et les otages occidentaux.

La rébellion de 2012

Et six années plus tard, une nouvelle rébellion, constituée de combattants indépendantistes, de terroristes djihadistes et de narcotrafiquants, est venue confirmer ce que nous avons dit.

Au retour des combattants touaregs de Lybie en 2011, le gouvernement du Mali a commis une lourde erreur. Contrairement à notre voisin nigérien, le Mali a admis ces combattants sur son territoire, avec armes et bagages ! Il venait là de sceller le drame que nous vivons encore aujourd'hui.

Encore une fois, c'est le sens de la responsabilité et le sens de l'Etat qui a manqué.

Chers Camarades, Chers Amis,

II/ Une fois ce constat dressé, **je voudrais évoquer les voies de sortie de crise.**

Depuis deux mois environ, **les opérations militaires** menées conjointement par la France, le Mali, Tchad, et les troupes de la CEDEAO, ont permis de reconquérir une bonne partie du territoire malien. Cette action doit donc se poursuivre, jusqu'au recouvrement total de la souveraineté territoriale du Mali.

Je me réjouis qu'il ait été décidé que la MISMA se transforme en mission des Nations Unies, dans la mesure où, cela permet de régler les problèmes liés au financement des troupes africaines.

Cela dit, en aucun cas la force des Nations Unies ne doit être une force d'interposition. Il ne doit s'agir ni de séparer des forces belligérantes ni de s'interposer entre le Nord et le Sud, mais bien d'aider le Gouvernement du Mali à sécuriser son territoire une fois que celui-ci aura été libéré de la présence des groupes terroristes.

Le **Mandat** de la force de l'ONU doit être clair et précis, c'est à dire centré sur la sécurisation des zones libérées de la présence des groupes terroristes, ce qui est en phase avec **l'objectif principal du Mali : le rétablissement de la souveraineté du Mali sur l'intégralité de son territoire.**

L'Armée et l'administration du Mali doivent retourner dans la région de Kidal dans les meilleurs délais. Ce retour consacrerait le succès de l'opération militaire française et le rétablissement de l'intégrité territoriale du Mali.

Chers Amis, Chers Camarades,

L'une des voies de sortie de crise est **l'organisation d'élections libres et transparentes.**

En effet, je suis convaincu que seul un pouvoir légitime issu du suffrage populaire sera à même de régler les problèmes fondamentaux du Mali :

- rétablissement de la démocratie constitutionnelle,
- réconciliation et renforcement de l'unité nationale a travers le dialogue entre toutes les communautés composant la Nation,
- relance des actions de développement économique,

- reconstruction d'une armée républicaine soumise au pouvoir politique,
- lutte conséquente contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière,

Tout doit être mise en œuvre en vue de la tenue de l'élection présidentielle dans les meilleures conditions:

- finalisation du fichier électoral accepté par les acteurs politiques,
- retour de l'administration publique,
- sécurisation des trois régions du Nord,
- retour des populations déplacées...

Les élections doivent être transparentes, honnêtes et crédibles. En tant que telles, elles constituent une étape majeure de la sortie de crise.

Chers Amis, Chers Camarades,

La Réconciliation et le dialogue national doivent faire partie des priorités.

Je voudrais tout d'abord rappeler que le Mali est un vieux pays. Une vieille Nation, née de brassages et de mélanges. La Nation malienne s'est construite tout au long des siècles grâce à l'apport de chaque communauté, du Nord au Sud, d'Est en Ouest. Chaque communauté est donc dépositaire d'une partie de la culture malienne, chacune est en droit de revendiquer une part de l'ensemble national. **A ce titre, l'écrasante majorité de notre Peuple, dans toute sa diversité, est désireuse de vivre ensemble dans un Mali en Paix.**

Aujourd'hui, malheureusement, notre tissu national est en partie déchiré. Les agissements des groupes rebelles et islamistes ont contribué à affaiblir la cohésion nationale. Les récentes exactions contre des individus soupçonnés d'être des jihadistes, sont de nature à affaiblir la cohésion.

Conformément à nos valeurs, nous avons condamné ces agissements, car le respect des droits humains doit être assuré à tout prix. Dans un souci de cohésion nationale, nul ne doit se faire justice. **Qu'il soit militaire ou civil, nul ne doit faire d'amalgame à l'encontre de certaines communautés du Mali, sur la base de la couleur de la peau, quelle qu'elle soit.** Ceci est capital pour ne pas gêner la réconciliation nationale à laquelle aspire notre Peuple.

Dans ce sens, nous avons salué la création de la **Commission de Dialogue et Réconciliation**, qui va dans le bon sens. Je ne doute pas que les autorités de la transition, incarnée par le Président par intérim, notre camarade Dioncounda Traoré, sauront choisir, avec l'accompagnement de la société civile et de la classe politique, des personnalités d'envergure, intègres et patriotes, pour conduire le travail de réflexion, qui selon moi devrait aboutir aux Assises nationales du Nord. Je ne suis pas aussi pessimiste que Bazoum sur notre capacité à sursaut.

Chers Amis, Chers Camarades,

Nous l'avions proposé en 2011, il nous faut **organiser les Assises Nationales du Nord, dès que l'Autorité de l'Etat sera effective sur tout le territoire**. Ces rencontres devront impliquer toutes les communautés nationales, sans exclusive aucune. Nous pourrons ainsi évaluer les différents accords et plans de développement du Nord qui ont été élaborés par le passé, et définir ensemble les modalités d'un nouveau Pacte National durable, qui renforcerait la cohésion nationale.

J'entrevois déjà quelques pistes pour répondre à certaines attentes légitimes. Il s'agit notamment **d'une application plus poussée des lois de décentralisation** dont le Mali est doté depuis déjà de nombreuses années, mais qui n'ont jamais été vraiment appliquées. Nous pourrons ainsi rapprocher l'Etat de chaque citoyen, partout sur le territoire, et ainsi permettre aux particularismes régionaux de mieux s'exprimer.

Cela dit, je pense que ce dialogue ne doit pas s'engager avec des groupes qui détiennent des armes. Ce dialogue inclusif doit se faire avec des interlocuteurs représentatifs de chaque communauté : arabes, touaregs, peuls ou Songhaï, notables, chefs traditionnels et élus locaux.

Devant l'immense défi de reconstruction nationale, il est important que les forces sociales démocrates se retrouvent, s'unissent. Je m'adresse à mes frères de l'Adema, Ibrahima Ndiaye, et Moustapha Dicko. J'ai pour ma part toujours été favorable au dialogue. Un processus était en cours, et même fort avancé. Mais en 2012, à l'abord des élections les chemins ont divergé.

Sans doute n'est-il pas trop tard pour se retrouver à nouveau.

Chers Camarades, Chers Amis,

Après les élections, il nous faudra reconstruire un Etat malien légitime qui soit en mesure d'assumer ses missions fondamentales ;

L'une des premières tâches auxquelles devra se consacrer le prochain pouvoir issu des urnes, sera de reconstruire un Etat digne de ce nom. Un Etat fort au service de l'efficacité, et dont l'un des socles devra être la justice et la bonne gouvernance.

Il nous faut un Etat fort, qui fasse respecter la loi. Il nous faut un Etat responsable et protecteur, qui garantisse à chaque citoyen un égal accès aux soins, à l'éducation, et à l'ensemble des services publics, sur tout le territoire. Il nous faut un Etat stratège, qui mette en place les conditions du décollage économique du Mali à travers l'émergence d'un secteur privé solide et responsable.

Chers Camarades, Chers Amis,

A travers un Etat fort, nous pourrons **rebâtir une Nouvelle Armée Nationale qui soit en mesure de faire face aux menaces contre la sécurité externe du pays ;**

L'autre socle d'un Etat digne de ce nom, c'est une Armée républicaine, capable d'assurer sa mission régaliennne sur l'ensemble du territoire.

Grâce à l'appui des partenaires étrangers, et notamment de l'Union européenne, notre pays a commencé l'indispensable refondation de son outil de défense nationale.

Toutefois, nous ne devons pas tout attendre de nos partenaires. Comme je l'ai plusieurs fois proposé, notamment lors de mon intervention à Cascais, il est nécessaire que les Maliens mettent en œuvre **une loi de programmation et d'orientation militaire** permettant à nos forces de sécurité :

- De s'équiper en moyens d'intervention ;
- De mieux former nos soldats et de leur inculquer les valeurs d'une armée véritablement républicaine ;
- D'unifier la chaîne de commandement ;
- De former des unités d'élite ;
- Et de renforcer les capacités pour une meilleure qualité du renseignement.

Notre armée doit s'adapter, c'est une question de survie nationale. C'est un travail de longue haleine, mais nous devons impérativement la mettre en capacité d'intervention et de projection face aux nouvelles menaces auxquelles le Sahel est confronté, notamment le terrorisme.

Chers Amis, Chers Camarades,

Au delà du Mali, il nous faut **fonder une Nouvelle Coopération Transrégionale pour enrayer l'insécurité dans le sahel**

La lutte contre le terrorisme est une lutte globale, une lutte mondiale. La sécurité du Mali est indissociable de la sécurité des pays du champ que sont l'Algérie et la Mauritanie, et de celle des 15 pays de la CEDEAO. Il nous faut donc fonder une Nouvelle coopération transrégionale.

Cette nouvelle coopération inclura l'ensemble du Maghreb et le Tchad, pays dont il faut saluer l'engagement actuel au Mali, et le sens élevé de la solidarité.

La paix et la sécurité au Sahel ne sont plus un enjeu purement malien. Ce n'est pas non plus un enjeu uniquement régional. C'est aujourd'hui devenu **un enjeu mondial, qui demande l'assistance et l'accompagnement de toutes les démocraties du Monde** pour lutter contre le narco-trafic et le terrorisme, assurément des crimes transnationaux.

A ce titre, notre mouvement doit pleinement jouer son rôle, en intégrant dans ses discussions, dans ses travaux et dans ses politiques, ces thématiques là.

Ainsi, les forces progressistes, partout dans le Monde, seront en mesure d'adresser dans chaque pays où nous serons au pouvoir, les réponses adaptées à travers une coopération renforcée entre les Etats.

Je vous remercie de votre attention.

#FIN#